

1) La Reprise en main de notre Pays

L'écrasante majorité de nos « représentants » (avec la complicité des hauts fonctionnaires eurocrates) se vautre dans les compromissions et les trahisons. Les conflits d'intérêts, la corruption, la bêtise voire la malveillance ainsi que le sectarisme idéologique de « la caste » ayant la mainmise sur les médias et la politique, ont précipité la France dans l'abîme aux portes de la guerre. Il est impératif de neutraliser les traîtres et les corrompus par les voies judiciaires. Nous affirmons connaître les dossiers compromettant une large part de notre « représentation » politique, ainsi que les lois, les procédures et les acteurs nécessaires pour rendre justice aux Français. Ceux qui nous ont trahis ne resteront pas impunis si vous nous remettez votre confiance et nous déclencherons des commissions parlementaires. "La Constitution, les institutions, ce n'est qu'une enveloppe. Tout dépend de qui on met dedans. Si on a créé des confessionnaux, c'est pour écarter le Diable, mais si le Diable est dans le confessionnal, alors cela change tout !" CDG. Or le diable est désormais dans les institutions !

2) Une vraie Démocratie

La souveraineté politique du peuple nécessite une démocratie authentique. Si le peuple ne peut, indépendamment de sa représentation politique, légiférer ou révoquer ses mandataires défaillants, alors il n'est pas en démocratie. Bien que nous ne prétendions pas édicter les règles les plus équilibrées et satisfaisantes pour garantir cette souveraineté populaire, nous souhaitons éclairer les citoyens sur diverses pistes en ce sens. La voie du référendum est la seule à pouvoir légitimer les lois dès lors que le débat public et médiatique se veut réellement honnête et contradictoire. En conséquence, nous nous engageons à faciliter la consultation et la votation des citoyens par le biais d'assemblées, autant physiques que numériques, cela afin de renforcer cette souveraineté et assurer une authentique démocratie participative.

« Je ne suis pas d'accord avec vos idées mais je me battrais pour que vous puissiez continuer à les dire »
FA dit V.

3) La Justice

Nous dénonçons la fusion des autorités judiciaires, exécutives, législatives, médiatiques, financières et scientifiques aussi bien au sein des instances nationales que supranationales. L'entre-soi de la magistrature et de notre personnel politique les placent sous le régime de l'impunité. Les intérêts particuliers priment sur l'intérêt général. La justice est sciemment sous financée (8000 magistrats en France alors qu'il y en a 26 000 en Allemagne !). Une simplification judiciaire permettra d'effectuer les poursuites ainsi que les indemnisations avec célérité et qualité d'instruction. Nous voulons que le pouvoir soit restitué au peuple qui missionnera, par le suffrage universel et révocatoire, les présidents de toutes les institutions essentielles à la vie publique. La justice doit devenir un outil de contre-pouvoir, afin de garantir les libertés constitutionnelles. Or "La pire des corruptions n'est pas celle qui brave les lois ; mais celle qui s'en fait à elle-même." LdB.

4) Les Libertés Fondamentales

Depuis l'avènement de la Macronie, nos libertés fondamentales sont de plus en plus attaquées. Les droits de rassemblement, de circulation ainsi que la liberté d'expression, notamment numérique, sont menacés par un régime dérivant vers le totalitarisme, opportunément renforcé par la propagande autour de l'épidémie de Covid. Le chantage à l'emploi, à la dette et les pressions diverses, notamment via le « pass », ont forcé une partie de la population à subir des atteintes à ses droits les plus inaliénables. La liberté de choix thérapeutique et éclairée des citoyens ainsi que des praticiens est clairement attaquée en violation de la loi. Nous glissons, de façon sournoise, dans un régime de libertés conditionnées ! Les lanceurs d'alerte, experts, intellectuels et politiques opposés à ces atteintes sont salis et persécutés, parfois via des abus administratifs ou judiciaires. Les médias et responsables gouvernementaux empêchent une information digne et loyale. Les candidats de "France Libre" sont en colère contre toutes ces atteintes et sont déterminés à obtenir justice, tout en restant vigilants sur les futurs projets de loi qui viendraient, à nouveau, menacer nos libertés fondamentales.

5) L'Économie

Depuis que nous participons à l'Union européenne, nous subissons des traités favorisant le libre-échange, les dérégulations monétaires et l'évasion fiscale et la concurrence entre les travailleurs européens pour réduire les salaires et les systèmes sociaux. Nous souhaitons que la France reprenne le contrôle de sa dette, de ses finances publiques et de l'émission de monnaie. Nous devons contrer le capitalisme de connivence et exigeons que les monopoles stratégiques restent sous contrôle public. Enfin, nous voulons réévaluer nos échanges internationaux selon des critères de commerce équitable. Nous voulons protéger les savoir-faire des entreprises artisanales et l'innovation des inventeurs français de la prédation des multinationales. Nous souhaitons promouvoir toutes initiatives portant sur les monnaies locales, la monnaie fondante, la monnaie pleine et bien d'autres modèles monétaires pour favoriser les circuits-courts et non le transport international mortifère.

6) Vivre en Paix

Guidés par des intérêts prédateurs en son sein, les Etats-Unis d'Amérique se conduisent en ennemis de la France et sont pourtant présentés comme une aimable démocratie et un « allié », tandis qu'on nous incite à haïr les nations déplaisant à notre donneur d'ordres. Ajoutons que les marchands de canons alimentent cette propagande de guerre occultant nos véritables intérêts concernant la défense, la diplomatie et l'économie qui exigent de toujours rechercher les conditions de la paix. Nous nous engageons, en conséquence, à promouvoir une paix alignée sur nos intérêts stratégiques et à rappeler que la France ne peut rester silencieuse face aux crimes contre l'humanité dont elle est le témoin dans le concert des nations. « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Ils sont très durs, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort » FM

7) La Protection des Enfants

L'éducation des enfants revient à leurs familles et l'État n'a pas pour rôle de s'y substituer, le fonctionnement des services sociaux doit être encadré. Actuellement, 400 000 enfants sont placés, dont une grande partie pour des motifs légers ou des suspicions, sans preuve, et sans principe de contradiction et de contre-pouvoir. Nous nous inquiétons des idéologies prodiguées par l'école. Nous militons pour la protection des droits de l'enfant, la défense des droits parentaux tels que définis dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). « Le XXIème siècle sera spirituel ou ne sera pas ! » AM

8) Le Respect du Vivant

Le cynisme et la cupidité de certains les poussent à nier le caractère sensible des animaux et le droit à la biodiversité d'exister. Nous devons prendre soin de la Nature tout en assurant notre souveraineté alimentaire avec des normes respectueuses de la biodiversité et en garantissant la résilience des territoires. Nous nous opposons aux lobbies des semences, nous voulons une agriculture responsable, en harmonie avec la biodiversité environnante et désirons des produits de qualité tout en garantissant les marges des producteurs. Nous souhaitons que le foncier agricole reste préservé de toute prise de contrôle des multinationales et encourageons les polycultures au détriment des monocultures industrielles subventionnées tout en réduisant les intrants et les gaspillages. L'eau est source de vie, nous devons mieux la gérer, la stocker (retenues collinaires et fluviales), voire la turbiner pour assurer notre résilience énergétique. Nous nous opposons au projet délirant du CERN !

L'immigration doit être gérée à la base. Les multinationales doivent arrêter de piller les ressources de l'Afrique. « Il faudra rendre à l'Afrique ce que nous avons pris à l'Afrique sinon nous irons au devant de problèmes insurmontables ! » JC.

Le monde attend la voix de la France comme elle s'est exprimée la dernière fois le 14/2/2003 à l'ONU ! « Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde ! » CDG